

Entretien avec Cyrille Robert, délégué syndical CGT de Catensys

Propos recueillis le vendredi 2 mai 2025 par Pierre Muys, Calais la Sociale

Pierre Muys (PM) : Bonjour Cyrille, tu peux te présenter ?

Cyrille Robert (CR) : Je me présente : Cyrille Robert, délégué syndical CGT de Catensys. Catensys est une société qui a été créée à Calais en 1898 sous le nom de Brampton Renold. Elle a été vendue en 2006 au groupe industriel Schaeffler et revendue récemment, il y a deux ans, à un fonds d'investissements : Catensys. C'est la même société qui a changé trois fois de nom.

PM : Qu'est-ce que vous fabriquez ?

CR : On fabrique de la chaîne de distribution pour les moteurs thermiques automobiles.

PM : Avec les annonces du marché européen concernant la fin du thermique en 2035, cela ne vous donne pas de bonnes nouvelles pour le site de Calais, n'est-ce pas ?

CR : Non, ce n'est pas des bonnes nouvelles. Effectivement, on nous a essentiellement octroyé le secteur européen. Avant, on travaillait pour le monde entier, mais Schaeffler a décidé à l'époque de nous donner uniquement le marché européen. Ils ont ouvert des unités en Chine et en Inde. Catensys continue cette stratégie, avec une production en Chine, et va ouvrir une nouvelle unité en Inde avec un nouveau bâtiment.

PM : Qui fournit actuellement en Inde ?

CR : C'est Catensys. Ils étaient dans des locaux de Schaeffler, mais apparemment ils vont quitter ces locaux pour ouvrir un nouveau bâtiment. Tout ce que je vous dis est "à priori" car quand on pose des questions en CSE sur les investissements en Inde, on nous répond que ça ne nous regarde pas. Ils ne sont pas transparents du tout sur ce qu'ils font à l'international. Ce que je sais, c'est que quand Schaeffler a ouvert l'unité en Chine, ils sont partis de zéro, et aujourd'hui ils sont plus de 200 personnes, tandis que nous, on est à 170.

PM : L'année dernière, on s'était vu par rapport au PSE qui mettait dehors pas mal de monde. Quelles sont les nouvelles à ce sujet ?

CR : Les nouvelles, c'est qu'ils devaient licencier 19 personnes l'année dernière, en avril. Je crois que c'était 34 personnes, et une dernière vague de licenciements était prévue pour la

fin de l'année. Les négociations ont permis d'offrir une sortie pour ceux qui trouvaient un CDI entre les vagues. Donc, la plupart ont trouvé un CDI ou se sont installés en tant que micro-entrepreneurs, surtout dans le Dunkerquois.

PM : Dans quelles entreprises ?

CR : Chez Arcelor, Verkor... Arcelor, c'était un truc de dingue. Les copains ont signé leur CDI et, dans les quinze jours, ils se sont retrouvés en chômage partiel. Ils ne nous avaient pas prévenus qu'ils allaient être placés en chômage partiel. Maintenant, ils annoncent un plan de licenciement national de 636 postes, dont 302 rien qu'à Dunkerque. Un collègue qui est parti là-bas m'a dit que l'ambiance est la même qu'ici.

PM : Est-ce qu'il y a une industrie qui fonctionne bien en ce moment ?

CR : Sur Calais, je n'ai pas de nouvelles récentes d'Alcatel, mais ça ne semble pas très bon d'après ce que j'entends. Il y a aussi Graftech, mais ils ont connu des périodes difficiles. De manière générale, je dirais qu'il n'y a plus beaucoup d'industrie. Lors de la manifestation du 1er mai, il n'y avait personne. On a croisé des copains de Prysmian-Draka, mais il n'y a plus beaucoup d'usines qui tournent.

PM : Et vous, combien êtes-vous encore chez Catensys ?

CR : On est 173. Récemment, notre dirigeant allemand, Monsieur Mark Haberkorn, nous a annoncé que l'effectif était trop important. On n'a pas encore fini le PSE, et déjà il nous dit que l'on va être trop nombreux. Il nous dit aussi que le PSE coûte trop cher et qu'il serait préférable de faire partir les gens sans accompagnement.

PM : Et qu'en est-il des départs en retraite ? Est-ce que c'est une possibilité pour réduire l'effectif ?

CR : Il n'y a plus tant de départs en retraite. Mais la direction parle de réduire l'effectif entre 120 et 140 personnes. À quelle date ? On ne sait pas, mais c'est ce qui nous a été annoncé.

PM : La question est un peu brutale mais pourquoi la direction ne ferme-t-elle pas d'un coup ? Pourquoi vous licencient-ils petit à petit ?

CR : Je pense qu'ils ont encore un carnet de commandes à honorer. Ils n'ont pas de nouveaux projets ni de perspectives, mais tant qu'il y a de la production à faire, ils vont nous conserver. Mais je pense qu'on va finir comme Meccano, à mourir à petit feu. Sans projet, une entreprise ne peut pas avoir d'avenir. Et ils sont en train de vendre pas mal de matériel. D'ailleurs, il y a quinze jours, quand on est partis en week-end CSE au Puys du Fou, ils ont profité de notre absence pour envoyer des machines en Inde et en Chine. "Hasard du calendrier" nous a assuré la direction...

PM : C'est une situation préoccupante, effectivement. Quelles sont vos perspectives, alors ?

CR : C'est plutôt inquiétant. Tout ce qui nous avait été promis dans le livre 2 du PSE n'a pas eu lieu. On nous avait annoncé la fermeture de Catensys Slovaquie pour ramener certaines productions à Calais, mais rien de tout ça ne s'est réalisé. Ce qu'on nous avait promis est tombé à l'eau. Il n'y a eu que des promesses non tenues.

PM : Un mot sur la situation politique autour de l'industrie ? Est-ce qu'il y a des perspectives de réindustrialisation ?

CR : L'année dernière, à la sous-préfecture de Calais il y a eu un plan appelé "Le Rebond industriel", avec le ministre de l'industrie. Nous n'avons même pas été conviés à en discuter ! Quand la sous-préfète est venue, cela n'a rien abouti. Nous avons fait face à un grand manque de soutien de la part de la mairie de Calais, de l'inspection du travail et de la DREETS.

PM : On peut dire que vous n'avez pas eu beaucoup de soutien de la part des autorités locales ?

CR : Absolument. La mairie et l'État n'ont jamais été là pour nous. On n'a pas compté sur eux. Et je pense qu'ils ne viendront pas nous aider si jamais l'entreprise ferme. Ils sont bien conscients de la situation, mais ils ne feront rien.

PM : Qu'en est-il de la situation au niveau syndical ?

CR : Notre objectif, c'est que l'entreprise dure le plus longtemps possible. On ne court pas après des primes de licenciement, mais bien après du travail. On veut des nouveaux marchés. Si, par malheur, l'entreprise doit fermer, nous ne voulons pas partir les poches vides. Mais les leviers sont très limités. Ce sont eux qui décident. Nous, on continuera à se battre, et en attendant, on va négocier des augmentations de salaire. Malgré tout, on ne baisse pas les bras.